

POINT DE VUE ...

Depuis la révolution de palais d'avril-juin derniers qui a renversé le monarque républicain Charles XI (1958 -1969) pour y substituer à la place les radicaux socialistes du gaullisme - Georges Pompidou et Jacques Chaban-Delmas - la situation économique et sociale de la classe ouvrière de France, globalement, n'a pas empiré (1).

Comme chaque années, les prix des denrées alimentaires ont suivi une légère courbe ascendante. Ne parlons pas des produits manufacturés réajustés avec la fameuse T.V.A. (taxe sur la valeur ajoutée) chère à Edgar Faure.

Cependant, constatons qu'en dépit de l'euphorie des vacances et du répit fatal sur le front social, que quelques grèves sauvages se sont produites en France comme en Angleterre.

A la S.N.C.F., grève des contrôleurs de route et surveillants des voitures sur le réseau Sud-Est-Méditerranée commencée le 31 juillet malgré l'opposition de la CGT cherchant, une fois n'est pas coutume, à récupérer à son profit le mouvement par la seule négociation.

Cette grève d'avertissement était destinée non à gêner le public en majorité composé de "congrés payés" mais à appuyer précisément les syndicats dans leurs principales revendications: amélioration des conditions de travail, moins mauvaise répartition des horaires de service surtout pour les roulants ne disposant que d'un dimanche sur sept, son corollaire: l'augmentation des effectifs et la réduction du temps de travail.

La grève-surprise est une bonne arme quand elle est utilisée intelligemment parce qu'elle redonne force et vigueur à un mouvement syndical assoupi trois mois dans l'année.

A Lacq (Basses-Pyrénées) plus de trois cents travailleurs du bâtiment embauchés dans le complexe pétrochimique ont entrepris une grève longue pour arracher une augmentation des salaires, la réduction de la durée du travail, l'abaissement de l'âge de la retraite. Malheureusement la métallurgie n'a pas suivi le mouvement.

Au début d'août, une des plus importantes aciéries britanniques, les "Abbey Margam Works", a fermé ses portes à la suite d'une grève retentissante qui durait depuis cinq semaines.

Les dirigeants syndicaux tentaient, sans succès, d'appliquer le fameux compromis conclu avec le gouvernement "socialiste" de Wilson pour faire cesser ces grèves non officielles.

Par suite du lock out, douze mille hommes se sont retrouvés chômeurs, les mille trois cents ouvriers des hauts fournaux ayant revendiqué des augmentations de salaires jugées peu raisonnables par patrons et Etat.

Harold Wilson est acculé, s'étant soumis à la volonté de la grande majorité des Trade Unions, il ne peut courir le risque de faire voter une loi anti-grèves qui, demain, sous un gouvernement conservateur se retournerait contre les travailleurs.

Les difficultés s'accumulent à Lagos et à Belfast. Le social-démocrate Wilson ne peut résoudre, en régime capitaliste, les contradictions inhérentes à ce régime.

(1) Ceci était écrit avant l'annonce de la dévaluation. La "manipulation" monétaire de Giscard d'Estaing et Cie est bien sur un moyen pour faire payer aux travailleurs la "relance économique" ou si l'on préfère la compétitivité de l'industrie française; c'est d'ailleurs un virage pour celle-ci amorcé par le renvoi de De Gaulle, le "NON" du 27 avril étant bien le fait de cette fraction "giscardienne" de la bourgeoisie...

Le radical-gaulliste Chaban-Delmas a plus de chance puisque Jacques Duhamel et Joseph Fontanet font encore illusion au sein des catégories sociales les plus défavorisées sur le plan économique ou social. Les paysans travailleurs ou petits propriétaires attendent la panacée universelle du disciple jurassien d'Edgar Faure.

Les travailleurs indépendants non salariés (artisans, commerçants etc...) et ceux du mouvement de la Tour-du-Pin (Isère) mesurent, à leurs dépens, l'incohérence des pouvoirs publics en matière de Sécurité Sociale. La loi qui voulait avantager quelque peu, s'avérant inapplicable. Elle avait pourtant été votée à l'unanimité.

Nous ne savons d'avance, ce que demain sera fait.

En attendant, nous pouvons faire une halte avant d'escalader la montagne. Quinze mois ont passé depuis MI-JUIN 1968. Le gauchisme à la faveur de l'électoratisme de Krivine et Rocard a perdu des forces. Le P.C.F. a récupéré la quasi-totalité de sa clientèle électorale au détriment de la social-démocratie. Nous pourrions utiliser le répit laissé par l'adversaire à nous regrouper dans la clarté et à la base.

Comment concevoir ce regroupement syndicaliste révolutionnaire et anarcho-syndicaliste? Eh bien ! en vulgarisant la formule régionalement, par industrie ensuite et en amorçant des liaisons internationales afin de susciter partout l'espoir. La cassure de l'Ecole émancipée doit pouvoir nous aider.

Le mouvement peut prendre corps en Italie, se déplacer en Grande-Bretagne ou ailleurs qu'importe! L'essentiel demeure la rénovation du mouvement ouvrier débarrassé enfin de ses scories bolchewistes.

A nous de le vouloir.

GAUCHISTES ET ANARCHO-SYNDICALISTES ...

Si le gauchisme consistait simplement à se situer plus "à gauche", c'est-à-dire à être plus révolutionnaire que les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, les anarchistes pourraient revendiquer une place de choix parmi les gauchistes puisque, non seulement en 1968, mais depuis le début du siècle ils se sont trouvés constamment à la gauche des partis ouvriers de tous poils et bien souvent en opposition violente avec eux. Ce fut le cas pour les anarcho-syndicalistes aussi bien en France en 1906, qu'en Espagne 30 ans plus tard; c'est le cas des anarcho-syndicalistes d'aujourd'hui regroupés à l'U.A.S.

Mais il apparaît que si les bureaucrates ouvriers, P.C. en tête, affectent de confondre anarchistes et gauchistes, il s'agit là d'une falsification visant à discréditer les anarchistes dont l'audience fut trop grande, à leur goût, il y a un an.

Il est d'ailleurs à noter que les gauchistes sont eux-mêmes gênés de l'étiquette d'anarchistes qu'on leur colle parfois abusivement et qui leur semble par trop traditionaliste et anachronique. Car l'un des caractères qui nous différencient des gauchistes c'est que ces derniers rejettent toute tradition, toute idéologie, se refusant par exemple à choisir entre marxisme et anarchie qu'ils estiment avoir dépassés. Dans cet ordre d'idée, il est symptomatique que dans la liste "d'établissements honteux" dont les étudiants gauchistes "exigent la fermeture": Ciné-Club, Planning familial etc... (voir texte publié dans l'A.S. n° 87), ne figurent pas les églises... Il paraît qu'il ne s'agit pas là d'une simple omission, puisque, selon eux, la lutte contre le cléricalisme et la religion serait également une "querelle dépassée".

Nous ne craignons pas, quant à nous, de dire que nous faisons la différence entre dogmatisme et idéologie, et que nous faisons des distinctions importantes entre les idéologies qui, par le monde, influencent les individus, y compris, pensons-nous, les gauchistes.

De même nous faisons la différence entre sectarisme et organisation à l'intérieur d'un groupe politique, fût-il plus petit que nous le souhaiterions. Et on ne voit pas d'emblée la différence de nature qui existe entre les rédacteurs de telle ou telle feuille gauchiste et les "groupuscules" contre lesquels ils partent en guerre.

Nous ne confondons pas non plus l'organisation syndicale, l'orientation de ses dirigeants et la démocratie

interne de cette organisation. La prise en considération de ces trois facteurs nous conduit tout naturellement à dire que si les syndicats n'existaient pas il faudrait les créer, qu'il importe que les anarchistes y expriment ce qui leur semble correspondre aux intérêts des travailleurs, dans la mesure même où la démocratie interne du syndicat le leur permet. Et nous n'éprouvons, en conséquence, aucune honte à confronter les positions des diverses centrales et à constater des différences d'orientations entre elles.

C'est pour toutes ces raisons que nous continuons à militer dans les syndicats, à nous appeler "anarcho-syndicalistes", alors que pour les gauchistes le syndicat est un organisme extérieur à la classe ouvrière et son adversaire au même titre que le patronat et l'Etat.

Deux textes publiés dans la presse nantaise illustrent assez bien les différences de conceptions entre anarcho-syndicalistes militants à la section S.N.I. de Loire-Atlantique (dans la tendance Ecole Emancipée) et gauchistes jusqu'alors dirigeants de l'U.N.E.F. à Nantes.

Ce premier texte (19 juin 1969) a réalisé une conjonction des minorités révolutionnaires et des réformistes sur la base de la démocratie syndicale, de l'indépendances du syndicat vis-à-vis de l'Etat et des partis politiques.

L'A.G. (section SNI - Loire Atlantique) tout en prenant acte des critiques du rapport moral exprimées par les minorités et des divergences d'orientation entre les différentes tendances, affirme avec force l'impérieuse nécessité de préserver l'existence de l'organisation syndicale et le maintien de son unité.

Depuis 1958, le gaullisme a déjà réalisé:

- l'application de la Loi Debré, récemment aggravée par son extension à l'enseignement supérieur et par l'abandon de la collation des grades aux universités privées;*
- le démantèlement continu de l'Education Nationale au profit des Ministères de l'Agriculture, de la Santé, de la Jeunesse et de Sports, de l'emprise du patronat sur l'enseignement technique;*
- l'application du décret sur les directeurs d'écoles, visant à les transformer en fonctionnaires d'autorité, eux-mêmes révocables à tout moment;*
- le statut des maîtres de C.E.G. qui, non seulement lèse nos camarades, mais comporte un danger de division du syndicat.*

Une menace directe d'intégration des syndicats à l'Etat a été momentanément repoussée par la victoire du NON au référendum du 27 Avril. Nous considérons comme positive la position prise pour le NON au référendum par le Conseil National de Pâques, qui demandait en même temps aux organisations ouvrières de refuser de siéger dans les structures corporatistes en cas de succès du OUI.

Nous considérons également comme positive l'attitude du S.N.I. qui, au lendemain du 27 Avril, a permis de maintenir l'indépendance et la cohésion du syndicat:

- en se refusant à participer à l'élaboration d'un programme avec tel ou tel candidat à la Présidence de la République;*
- en se refusant à transposer à l'intérieur du syndicat, par le soutien de tel ou tel candidat, la division des partis se réclamant de la classe ouvrière.*

Plus que jamais, au moment précis où le gaullisme fourbit ses armes pour une nouvelle offensive, cette unité préservée doit être maintenue en vue des durs combats:

- contre les mesures prises par De Gaulle et ses gouvernements;*
- contre la réforme Fouchet, les illusions de la réforme Faure et leurs conséquences désagréables à l'intérieur du syndicat;*
- pour la défense de la laïcité, dans la perspective de la nationalisation de l'enseignement;*
- contre les menaces nouvelles que représente le résultat des Présidentielles pour tous les enseignants et pour l'ensemble des travailleurs.*

L'union de tous les syndiqués sur ces bases fondamentales n'exclut pas la discussion et l'expression de la critique au sein de l'organisation.

C'est au contraire dans le cadre de la démocratie ouvrière, impliquant la libre expression des tendances, que pourront se réaliser les nécessaires actions communes non seulement des enseignants mais de l'ensemble de la classe ouvrière.

La minorité Unité et Action (P.C.F.) n'a pu souscrire à ce texte, et s'est isolée dans l'abstention.

Par contre l'U.E.C. (P.C.F.) vient de se voir offrir un cadeau inespéré: l'A.G.E.N. de Nantes.

"Nantes - 10 juin: L'A.G.E.N.-U.N.E.F. demeure.... Mais ceux qui l'animaient depuis plus d'un an à Nantes se retirent. Ils nous ont expliqué hier, au cours d'une conférence de presse, les raisons de leur acte: "Nous avons décidé d'enlever l'autorité de notre présence à ces organismes afin que tout leur prestige se reporte sur l'organisation révolutionnaire que nous créons avec des camarades heureusement venus d'ailleurs que de l'Université. Cette organisation révolutionnaire s'appelle "Le Conseil de Nantes"....".

A maintes reprises, les dirigeants actuels de l'U.N.E.F. avaient affirmé lutter pour "la fin de l'U.N.E.F. en tant que syndicat défendant les intérêts des étudiants privilégiés". Ils estiment que "plus rien ne viendra de l'Université". C'est dans ce sens qu'ils ont décidé de créer ce Conseil de Nantes qui "se fixe pour objectif l'élaboration théorique et pratique de l'organisation du renversement total de la société de classe".

En comparaison avec celui-ci (2) le texte de nos camarades du S.N.I. apparaît sous les couleurs d'un pâle réformisme. Il milite pour le maintien du S.N.I. sur les bases de la Charte d'Amiens.

C'est la démarche inverse que les gauchistes de Nantes en luttant pour la fin de l'U.N.E.F.; ce qui se traduira, en fait, pas son passage sous le contrôle du P.C.F.

Certes, nous avons mieux à faire qu'à polémiquer avec les gauchistes; mais il était temps qu'on connaisse quelques-unes des différences qui existent entre gauchistes et Anarcho-Syndicalistes.

"LE VERITABLE SYNDICALISME"

La brochure dont nous avons annoncé la parution est maintenant à la disposition des camarades. C'est une arme pour la propagande à utiliser au maximum. Vous pouvez nous la commander: Un franc franco l'exemplaire; remise pour les dépôts.

Effectuer les envois de fonds à METIVIER CCP 475-12 LIMOGES. Elle est également en vente à la Librairie Publico, 3 rue Ternaux PARIS XIème, et aux Editions Syndicalistes, 21 rue Jean-Robert, Paris 18ème.

Par contre c'est par erreur que nous avons indiqué que "La Révolution Proletarienne" était partie prenante dans cette diffusion.

VACANCES ET GRÈVES ...

Les grévistes de Sidelor, à Hagondange, ne respectent pas la trêve sociale des vacances. Mais la faute n'en incombe pas, soyez en sûrs, aux organisations syndicales: "*déclenchées le 29 juillet cette grève a été décidée sous la pression de la base*" (Le Monde - 9 Août).

La grève des contrôleurs de la SNCF, déclenchée le 28 juillet est terminée. "*Bien que les grandes organisations syndicales aient tenté de le freiner, le mouvement a été suivi à 80%... Traditionnellement opposée aux grèves en période de vacances, la C.G.T. avait mis les cheminots en garde contre une grande provocation (sic)*" (Nouvelle République - 5 août).

"Les dockers de Dunkerque ont fait une grève de 24 heures... les ouvriers du bâtiment du complexe de Lacq poursuivent leur grève" (Nouvelle République - 5 août).

Ainsi, bien qu'il ne s'agisse que de mouvements sporadiques et sans lien, il apparaît que sur "*le front social*", comme l'écrit le Monde, la lutte continue: la lutte de classes! Et cela, malgré les bureaucraties syndicales "*traditionnellement opposées...*" (voir plus haut).

(2) Voir L'Anarcho-syndicaliste n°88.

Ces grands chefs syndicaux, eux, ne sont pas pressés. Ils peuvent attendre les rendez-vous d'automne ou autres, où ils palabreront avec "leurs partenaires sociaux".

Le rôle des centrales syndicales officielles, réformistes et bureaucratisées après ces grandes grèves de la période 1963-68, après mai 1968 et la capitulation de Grenelle, après l'apparition depuis un an de nombreuses grèves sauvages en France, ce rôle contre-révolutionnaire apparaît de plus en plus nettement à de nombreux travailleurs. Le jeu est clair: d'une part, le patronat le plus éclairé, ne cache pas qu'il préfère aux aléas imprévisibles de la lutte de classes, une collaboration avec des syndicats "forts et représentatifs", capables d'imposer à la classe ouvrière la voie réformiste et illusoire des sempiternelles négociations et des compromis sans lendemain - d'autre part, les appareils syndicaux craignent autant que les patrons les mouvements d'action directe où les travailleurs peuvent se prouver à eux-mêmes qu'ils sont aptes à mener leurs luttes de façon autonome sans le secours de dirigeants soi-disant indispensables. Ainsi se rejoignent tout naturellement, patrons et chefs syndicaux, pour perpétuer le régime d'exploitation capitaliste.

A l'étranger, cette évolution se précise (Italie, Canada) ou, comme en Angleterre, ne permet plus le doute.

Angleterre - La grève sauvage des aciéries de Port-Talbot, voit les efforts conjugués du patronat, du gouvernement... et des syndicats pour faire cesser le conflit *"qui perturbe sérieusement l'industrie automobile"* (Le Monde - 6 août). Lord Melchett, précipitamment revenu de ses vacances à Majorque, à déclaré: *"Le problème est dans le maintien de l'autorité syndicale qui seule, peut assurer l'avenir des relations sociales dans l'industrie"* (Le Monde - 9 août).

Canada - *"Les onze mille cinq cents ouvriers de la Steel Compagny à Hamilton, en grève depuis une semaine, ont rejeté jeudi, par une majorité des deux tiers, l'entente intervenue vendredi dernier entre la Compagnie et le Syndicat des métallurgistes, sur un nouveau contrat collectif"* (Le Monde - 9 août).

Italie - Turin, la Fiat! Il faut lire, l'étude parue dans les "cahiers de mai" n°13 (juillet) qui nous informe des caractères des récentes luttes ouvrières dans cette capitale italienne de l'industrie automobile:

- action commune étroitement liée entre ouvriers et étudiants;
- refus de l'organisation capitaliste du travail ;
- refus du salaire lié aux exigences productives du patron; action sur les cadences;
- revendications salariales égales pour tous;
- autonomie de la lutte vis-à-vis des syndicats;
- organisation de la lutte contre la police.

Bien entendu, les syndicats, et notamment la C.G.I.L. liée au P.C.I. (Parti Communiste italien) tentent de prendre le contrôle de la direction des luttes, mais *"leurs manoeuvres réactionnaires"* (Assemblée Ouvrière de Turin du 5 juillet) est dénoncée et contrée.

Tous ces faits, en France comme à l'étranger, prouvent de façon aveuglante le caractère irréversible de la lutte de classes actuelle: freinage à mort des bureaucraties syndicales réformistes, autonomie des luttes tendant au seul pouvoir de la base. Les anarcho-syndicalistes ne peuvent que s'en réjouir et apporter avec enthousiasme et décision leur appui à cette évolution.

UNE NOUVELLE GUERRE ... POUR LA FRANCE ?

Il s'agit du Tchad. Le Tchad c'est loin. Et puis les Français sont en vacances. Alors ...

"Le Monde" (9 août) attache cependant le grelot: *"Au Tchad, la situation ne cesse de se détériorer en dépit de l'intervention des troupes françaises... Aucune information officielle... on se montre très discret ... incidents qui n'ont pratiquement pas cessé, depuis six ans, sur l'ensemble du territoire Tchadien"*.

A lire cet article, on y apprend, si on ne le savait, que Monsieur Tombalbaye se conduit au Tchad en dictateur, comme tant de roitelets noirs bénéficiant de l'aide financière et militaire de la France généreuse; comme, par exemple, Monsieur Léon Mba au Gabon. On apprend *"l'élimination brutale des éléments d'opposition au cours des dernières années; l'emprisonnement de ceux qui se risquent seulement à critiquer la politique gouvernementale"*. En conséquence, une véritable guérilla s'est instaurée: *"la circulation n'est*

possible sans escorte que sur quelques grands axes routiers". Bien entendu la situation économique se caractérise par une exploitation forcenée des noirs: "Le prix d'achat du coton est resté au même taux depuis onze ans, en dépit d'une hausse de 60% du coût de vie au cours de la même période".

Quant à la France gaulliste et maintenant anti-colonialiste, elle paraît *"fermement décidée à maintenir sur place les unités françaises, et peut être même à les renforcer au cours des prochaines semaines"*; des légionnaires et des aviateurs participant aux opérations de maintien de l'ordre et apportent un appui logistique permanent aux forces armées tchadiennes (c'est-à-dire gouvernementales).

On peut se demander alors quel stock d'hypocrisie ont en réserve nos gouvernants quand ils s'élèvent avec indignation contre la guerre menée par les américains au Viet-Nam ou contre l'intervention russe Tchecoslovaque. En fait, tous ces actes de sanglante piraterie fomentés par le capitalisme international pour sa survie, se nourrissent l'un l'autre essaient de se justifier l'un par l'autre. La France "décolonisatrice" emboîte à nouveau le pas aux grands impérialistes de l'ouest et de l'est. C'est sans doute sa façon de se montrer indépendante!...

A PROPOS DE MAI-JUIN 68 A NANTES ...

On a beaucoup écrit, filmé, et dit sur Nantes. Beaucoup de bêtises, et même des mensonges. Toutes ces informations énoncées (depuis les "cahiers de Mai" sur Nantes, jusqu'au film lambertiste "Sud-Aviation" tourné par et pour les lambertistes) tiennent au fait que les événements n'ont été vus que dans la perspective de l'accomplissement d'un programme ou dans le feu romantique de Mai-Juin. Tout le processus de déclenchement de la crise à Nantes est négligé. Aucune analyse n'est faite des erreurs pendant la crise et par là des causes de l'Echec.

Pour éviter ce type d'écueil nous proposons de voir d'abord toute la montée de la mobilisation jusqu'aux quelques jours quasiment insurrectionnels pour terminer par les reculades que nous savons. Dans son aspect universitaire le déclenchement de la crise prend l'allure d'une longue conquête aux objectifs de plus en plus importants. Au début ce fut seulement un mépris sans équivoque de certains pour le syndicalisme étudiant qui, à l'époque était soucieux de mobiliser pour le peuple vietnamien et l'allocation d'Etudes.

Le regroupement de ces révolutionnaires - qui faisaient semblant d'être étudiants - les amena rapidement à connaître l'aventure de Strasbourg où d'autres révolutionnaires (en liaison avec l'Internationale Situationniste) liquidèrent l'association des étudiants et publièrent un texte intéressant ("*De la misère en milieu étudiant*").

Les Nantais décidèrent de faire plus en utilisant les organisations étudiantes à des fins plus ambitieuses et en attendant s'attaquèrent à la psycho-sociologie sévissant en milieu étudiant. Le P.S.U. et L'hôtelier l'un des psychologues du B.A.P.U. (Bureau aide psychologique universitaire) organisaient une conférence sur le thème de la sexualité: elle fut perturbée par des anarchistes (presque 40 déjà) déclarant qu'ils allaient s'occuper tout de suite de leur "libération sexuelle". Quelques jours plus tard, ceux-là (et quelques autres) envahissaient une cité universitaire de filles (ils furent les premiers en France à le faire). Suivirent deux autres invasions de cités de filles et enfin la fameuse invasion de la cité de garçons par les filles. Dans le même temps, les démêlés avec les bureaucrates syndicaux étudiants commençaient.

A la FRUF (Fédération des Résidents universitaires de France) les propositions radicales de Nantes: "*Plus de règlement intérieur, ouverture des cités aux jeunes travailleurs*" ne rencontraient qu'opposition bien que par la suite, tous ces "débiles" furent obligés de suivre l'exemple des occupations de citées (dans certains endroits des "responsables" asexués surveillaient). Du fait du prestige obtenu lors de la lutte en cités, les anarchistes, envahissant une assemblée générale de l'A.G.E.N., purent obtenir de faire voter à main levée et prirent ainsi à 54 voix contre 48 le bureau de l'A.G.E.N.

Ainsi, en janvier 68, après avoir "volé" ce bureau, ils présentèrent à une assemblée générale de l'UNEF à Paris, un chien comme étant le président de l'AGEN démontrant leur mépris pour les bureaucrates syndicalistes étudiants.

Enfin, et de la même manière, ils prirent la M.N.E.F. à Nantes (Mutuelle Nationale des Etudiants de

France) qui gérait le BAPU où sévissait L'hôtelier (voir plus haut). Ils fermèrent évidemment le BAPU en appelant à la fermeture de tous les BAPU de France. Ensuite, ce fut le tour du planning étudiant fermé en raison de ses positions infâmes face à l'avortement, puis le tour de l'UNI-CLUB, sorte de club Méditerranée pour étudiants de gauche. Nantis de tous ces pouvoirs -dérisoires d'ailleurs - les révolutionnaires étudiants organisaient une manifestation face au rectorat, 1.200 étudiants pour la première fois derrière le drapeau rouge et le drapeau noir. Après l'invasion du Rectorat les flics chargèrent violemment les étudiants (dont un fut condamné à un mois de prison avec sursis) - c'était le 14 février. Par la suite, la tension resta vive jusqu'aux événements parisiens qui permirent l'extension de l'agitation. Sur le plan géographique, puisque Nanterre était en lutte, sur le plan politique par la montée des luttes ouvrières (indépendamment d'une part et en répercussion des événements universitaires d'autre part).

Corrélativement au développement de la mobilisation étudiante, le climat se dégradait à Sud-Aviation à Nantes, malgré les tentatives de la C.G.T. et la C.F.D.T. d'amortir le choc.

Pendant cette période, le courant révolutionnaire de F.O., et donc les militants de l'OCI, gardaient contact étroit avec l'AGEN et tout semblait possible. C'est alors qu'à la suite de la répression parisienne fut organisée la manifestation intersyndicales du 13 Mai, où un représentant étudiant put prendre la parole. En même temps qu'un tract (sur le même thème) était distribué, cet étudiant appela à *"l'unité dans la rue, à l'union dans la lutte"*.

Ensuite eut lieu un défilé pacifique - délégation à la préfecture qui se voit refuser les revendications avancées (subvention habituelle de l'AGEN, levée des plaintes du rectorat et de la préfecture contre l'AGEN pour diffamation et diverses réclamations regardant la situation parisienne).

Le détournement (prévu la veille) de la manifestation fut donc appliqué pour obtenir satisfaction coûte que coûte. Les 2/3 des manifestants se dirigèrent alors vers la préfecture qui fut encerclée de barricades après avoir été sommairement attaquée.

Le préfet céda sur tous les points: la démonstration était faite qu'une action résolue payait. Le climat ainsi créé permit aux camarades de Sud-Aviation de déclencher la grève le lendemain et de dépasser les grèves tournantes et autres qu'ils étaient obligés d'accepter.

On connaît la suite en France.

La situation nantaise de mai a sans doute été exagérée. Il a beaucoup été question de conseil central de grève et autres comités de grève et même... de début d'autogestion.

On a bien confondu le barrage fait par les camionneurs aux Sorinières avec un *"poste avancé d'auto-défense à Sud-Aviation"*.

Certains comités de grève, notamment à Rezé, ont bien sûr joué un rôle économique intéressant mais qui ne dépassa jamais cependant le stade de la distribution.

Les comités de grève dans les boîtes furent presque totalement contrôlés par les syndicats et c'est se foutre du monde que d'en parler comme des *"embryons de conseils ouvriers"*.

Il en va de même pour le conseil central de grève émanation de l'intersyndicale qui n'eut jamais de pouvoir réel même s'il siégeait à la mairie (symboliquement cependant l'AGEN demanda - et obtint - d'y siéger). Pendant toute la période où tout aurait pu basculer (premier discours de De Gaulle) le pouvoir appartenait à Nantes à l'intersyndicale qui, étant donné le rapport de force, était pratiquement contrôlée par la C.G.T., soutenue par la CFDT. La question du pouvoir dépendait de la CGT et les trotskystes ne l'ayant pas compris, en espérant avoir prise sur cette situation, n'insistaient pas assez sur la nécessité de conseils fondés sur la base. Dans leur perspective de *"défense de l'acquis de classe"* (le syndicat), ils ne voyaient pas que les bureaucrates des divers appareils étaient le dernier rempart du système. Sans qu'il soit besoin de rien développer au sujet de Grenelle et de la liquidation de la grève, il est certain que la grande leçon (généralement comprise) de la crise a été le dévoilement intégral de la nature du syndicat, apte à améliorer le sort des ouvriers en temps de paix par le jeu réformiste (ce qui n'est pas mal bien sûr) mais qui s'avère, à cause sans doute de ses besoins autonomes, le pire complice du pouvoir en période de troubles. Il n'y a aucun espoir pour le vieux rêve anarcho-syndicaliste de gestion révolutionnaire par le "syndicat" débureaucratisé.

La liquidation, la stagnation et la régression des luttes sont la conséquence logique du refus de liquider le syndicalisme (bien que l'on puisse s'interroger sur les chances d'une insurrection totale en mai-juin). Et cette régression des luttes entraînent des phénomènes graves: groupuscules "gaucheurs" qui par l'intermédiaire des comités d'action, autrement, reprennent de l'assurance et recrutent comme d'habitude, dans la retombée des luttes.

Après le Syndicat et le parti communiste et pour plus longtemps, les groupuscules représentent le danger essentiel en tant que "dévoyeurs" de lutte, en tant que parasites et récupérateurs. Pour le fantôme de l'AGEN, heureusement enterrée, la lutte présente et primordiale est celle contre les syndicats et les léninistes de tout poil (Cf "Adresse aux comités d'Action et Rapport du B.N. de l'UNEF" édités par l'AGEN - UNEF).

Un révolutionnaire étudiant.

ASSEMBLEE GENERALE DE L'UNION DES ANARCHO-SYNDICALISTES

Elle aura lieu au BIGNON, Loire-Atlantique les 7 et 8 septembre 1969, à l'Auberge de Jeunesse du MIAJ.

Les camarades recevront les indications de Michel Le Ravalec, 37 Bd J. Ingres à Nantes.

POUR UNE ORIENTATION FONCTION DE LA REALITE...

Face à l'exploitation patronale, il apparaît comme logique que les travailleurs se regroupent, seulement le faut-il? Et ce faisant, est-ce de la meilleure façon possible, c'est-à-dire, choisissent-ils celle qui sera le plus apte à leur assurer le succès?

Il faut reconnaître que bien peu jugent utile de se réunir et, chose plus grave, ceux qui le font restent sur des schémas et des analyses largement dépassés. Le capitalisme du début du siècle n'existe pratiquement plus et par conséquent, il faudrait trouver de nouveaux moyens de lutte. Car enfin, si les moyens d'hier n'ont pas détruit le capitalisme d'hier, comment pourraient-ils détruire celui d'aujourd'hui très largement immunisé?

Pour nous qui désirons la révolution et ne sommes qu'une minorité (sinon elle serait faite), il s'agit de savoir si nous devons nous regrouper entre nous ou agir dans le cadre d'organisations réformistes? L'idée d'une organisation spécifique est certes séduisante, mais elle n'est pas viable, du moins je le crois pour deux raisons. La première, c'est qu'il a été démontré maintes et maintes fois qu'aucune cellule sociale ne peut réellement vivre, dans le monde capitaliste, si elle ne débouche pas rapidement sur la révolution. La deuxième, c'est que, faute d'action réelle à mener, les révolutionnaires se divisent trop sur des détails théoriques pour pouvoir travailler ensemble (la multitude des groupes montre bien la difficulté d'un regroupement, et l'immobilisme de la F.A. celle de l'action commune). Il s'avère pratiquement que ces groupes ne sont que des plaques tournantes d'informations d'où, la plupart du temps, ne partent pas les mouvements les plus durs. Ils ne restent donc plus qu'à aller chez les autres, c'est-à-dire, dans les syndicats réformistes et souvent gérés par nos adversaires sociaux.

J'éliminerai, de suite, le cas de ceux qui militent pour leur bonne conscience comme les dames de charité qui vont visiter les pauvres. Il ne s'agit pas d'avoir l'impression du devoir accompli, il s'agit de faire la révolution. Le travail ne sera pas jugé à son importance et à sa pénibilité, mais aux résultats obtenus préalablement fixés.

L'objectif devient la contestation de l'appareil en faisant apparaître ses contradictions et son libéralisme purement verbal. Il faudra quitter le navire, quand tout travail impossible certes, mais, et aussi, quand l'action ne s'étendra plus.

Le piège le plus féroce du système capitaliste consiste justement à laisser faire après avoir bien pris soin d'entourer les acteurs de barbelés. Tout travail autorisé par le système n'est pas révolutionnaire. Il ne peut pas l'être, sinon comment admettre qu'il soit permis, voire encouragé et subventionné. En réalité on nous laisse une petite place où nous nous agitons entre nous. Un simple regard suffirait à nous montrer que nous

n'avons aucune audience et que, bien au contraire, nous sommes la caution morale de notre ennemi. Loin de le détruire nous l'aidons à vivre.

Quand le militant réalise qu'il a fait le plein et que son action commence à tourner en rond, il doit quitter l'appareil. Il suffit d'être honnête et d'annoncer la couleur au départ. Ainsi, les travailleurs ne seront pas surpris et pour une fois, ils auront sous les yeux autre chose que de vagues combines de politiciens à la petite semaine.

Telle est la conclusion à laquelle je suis parvenu à partir de ma propre expérience syndicale au sein du mouvement étudiant et au contact des camarades de l'U.A.S. Je ne condamne pas ceux qui sont dans les syndicats, je leur demande simplement de juger leur action à la lumière de nos objectifs. Qu'ils y restent s'ils le jugent nécessaire, mais qu'ils ne fassent pas semblant d'être utiles, car ils perdent leur temps et retardent la révolution au lieu de la préparer.

Sur ces bases; il peut être intéressant de discuter, car les travaux convergent vers un but identique où chacun à son mot à dire et sa pierre à poser. Toute personne, qu'elle soit ou non dans un syndicat agit dans le cadre de la société, si ses actes étaient conformes à ses visées politiques exprimées, nous pourrions enfin travailler ensemble. Pour cela cessons de coller une explication politique à ce qui n'est qu'opportunisme. Il est des moments où l'on ne fait rien et d'autres où l'on fait beaucoup, ce n'est ni honorant ni déshonorant.

Personnellement, je crois qu'il est possible de créer de petites cellules momentanément contestatrices, en des endroits divers et sur des objets variés. Ces cellules disparaîtront plus ou moins vite suivant l'opposition du milieu. Elles auront permis aux participants de se former, de se connaître et d'attaquer le système en lui faisant baisser le masque. Leur multiplication en tout lieu (H.L.M., quartier, usine, bureau...) à tout moment et sur tout sujet (transports, racisme, sexualité, jardins d'enfants, école, travail...) peut seule actuellement perturber la bureaucratie qui, par sa lenteur, n'arrive pas à s'adapter aux attaques spontanées et multiples. Mais que l'expérience dure un peu trop et l'appareil l'absorbera et en rendra l'existence vaine.

Ces actions de type "guerrillera" ne peuvent exister qu'à la condition expresse qu'elles restent le fait d'individus n'y recherchant aucune publicité et aucun avantage. Sinon elles deviendront des attractions, un spectacle supplémentaire que consommera la société qui, par ce biais, ne se trouvera pas remise en cause. Saurons nous résister à la vedettisation...? Si oui la révolution a peut être une chance, si non restons chez nous où le ménage ne manque pas.

ABONNEMENTS:

Guy RAYNAL 12 rue Béchade 79 CHEF-BOUTONNE

C.C.P. 2094 49 BORDEAUX

ABONNEMENT: 6.00 F. les 10 numéros

ABONNEMENT DE SOUTIEN: 10.00 F.

Le Directeur-Gérant: Jacques METIVIER St Léger-lès-Melle 79 - MELLE.
